

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

ENVIRONNEMENT

ARRETE N°2006-01818

autorisant  
L'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau  
à réaliser l'aménagement de la Grande Maladière  
comprenant le projet du Médipôle ainsi que l'aménagement des secteurs RN6  
et Entrée Ouest de Bourgoin-Jallieu de la Maladière  
sur la Commune de Bourgoin-Jallieu

Le Préfet de l'Isère,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement tel qu'il résulte de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 Septembre 2000 et notamment ses articles L.214-1 à L.21-6 ;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14 organisant les procédures d'enquête publique ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 modifiée sur l'eau ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 susvisée ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 Mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-11768 du 30 Octobre 2003 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques en Isère ;
- VU le dossier présenté le 18 Juillet 2005 par l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau en vue d'être autorisé à réaliser l'aménagement du secteur de la Grande Maladière comprenant le projet du Médipôle ainsi que l'aménagement des secteurs RN6 et Entrée Ouest de la Maladière sur la Commune de Bourgoin-Jallieu ;

- VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 31 Août 2005 ;
- VU l'arrêté n° 2005-12253 du 13 Octobre 2005 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;
- VU le procès verbal de l'enquête publique ouverte du 16 Novembre jusqu'au 7 Décembre 2005 inclus, en Mairies de Bourgoin-Jallieu et L'Isle d'Abeau ;
- VU le rapport et les conclusions motivées de Monsieur Jacques Legras désigné en qualité de Commissaire-enquêteur, en date du 28 Janvier 2006 ;
- VU les compléments et modifications apportés par l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau en date du 21 Février 2006 ;
- VU le rapport de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 23 Février 2006 ;
- VU la lettre en date du 28 février 2006 invitant la pétitionnaire à être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui indiquant les propositions du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 10 Mars 2006 ;
- VU la lettre en date du 4 avril 2006 transmettant à Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;
- VU la réponse du pétitionnaire en date du 7 avril 2006 ;

**CONSIDERANT** que l'opération projetée est soumise à autorisation pour les activités visées sous les rubriques n° 1.1.0, 2.5.0, 2.5.2, 2.5.4., 4.1.0, 5.3.0 et 6.4.0 de la nomenclature instituée par le décret n° 93-743 du 29 Mars 1993 pour les diverses opérations mentionnées à l'article L.214 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 - AUTORISATION

L'Etablissement Public d'Aménagement de la-Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau est autorisé à réaliser l'aménagement de la Grande Maladière comprenant le projet du Médipôle et l'aménagement des secteurs RN6 et Entrée Ouest de Bourgoin-Jallieu sur la Commune de Bourgoin-Jallieu, conformément à la demande présentée et sous réserve des conditions définies à l'article 3 ci-après.

### ARTICLE 2 – CONSISTANCE DES TRAVAUX AUTORISES

Ces aménagements sont ceux décrits dans le dossier présenté.



Ils comprennent l'ensemble des installations, ouvrages et travaux nécessaires à la gestion des eaux en vue de la création, sur un site de 81 ha,

- ↳ d'un ensemble hospitalier : secteur « Médipôle » sur 26 ha ;
- ↳ du développement pour l'accueil d'entreprises de services : secteurs « RN6 » sur 11,6 ha et « Entrée Ouest de Bourgoin-Jallieu » sur 11,6 ha ;
- ↳ d'un espace naturel : secteur « Les Sétives » sur 31,8 ha.

#### ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques particulières applicables à cette opération sont celles annexées au présent arrêté et devront être strictement respectées par le permissionnaire, ainsi que par les personnes physiques et morales agissant pour son compte, ou dans le cadre d'une relation contractuelle.

#### ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES

Conformément aux dispositions de l'article 14 du décret n° 93-742 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être fixées par arrêtés complémentaires pris après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

#### ARTICLE 5 -

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 susvisé, toute modification, toute extension de l'installation autorisée, tout exercice d'une activité nouvelle, devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

La mise en service de toute modification ou extension pourra nécessiter la prise d'un arrêté complémentaire ou le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

#### ARTICLE 6 -

La présente autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, dans l'intérêt de la salubrité publique, en cas de menace pour la sécurité publique, en cas de menace majeure pour le milieu aquatique, lorsque les ouvrages sont abandonnés ou lorsqu'ils ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

#### ARTICLE 7 -

Les agents de l'Etat chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées. L'exploitant doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et d'analyses utiles pour constater l'exécution du présent arrêté ainsi que tout incident, et leur fournir les moyens nécessaires.

#### ARTICLE 8 -

Les droits des tiers sont et demeurent réservés. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence des opérations autorisées ou des travaux correspondants.

ARTICLE 9 -

En application de l'article L.214-10 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif :

- ↳ par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- ↳ par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 10 -

Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tous intéressés et sera affiché à la porte des Mairies Bourgoin-Jallieu et de l'Isle d'Abeau.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 12 -

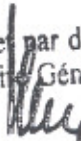
Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de La Tour-du-Pin, le Directeur de l'Établissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau, les Maires de Bourgoin-Jallieu et l'Isle d'Abeau, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'Établissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau.

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Isère.

GRENOBLE, LE 20 AVR. 2006

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général



Dominique BLAIS

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2006-01818 du 20 avril 2006

Prescriptions techniques

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau est autorisé à réaliser sur la Commune de Bourgoin-Jallieu, conformément au dossier présenté et aux prescriptions complémentaires ci-dessous, les travaux et actions suivantes :

- ↳ assèchement et imperméabilisation de 41,2 ha de zone humide ;
- ↳ création d'une zone imperméabilisée équivalente de 38,2 ha ;
- ↳ création de remblais de plus de 50 cm, conduisant à soustraire environ 1,8 ha d'aléa faible à l'expansion des crues de la Bourbre soit un volume de 5 000 m<sup>3</sup> ;
- ↳ aménagement d'un dispositif de collecte séparative, de traitement et de rejet des eaux pluviales pour une superficie desservie de 81 ha comprenant :
  - le maintien de l'infiltration naturelle des parcs, jardins et espaces verts,
  - la rétention pour une fréquence d'insuffisance de 100 ans, dans des bassins paysagers individuels, des eaux pluviales des parcelles aménagées sur le secteur RN6,
  - un ensemble de noues (fossés engazonnés et plantés de faible profondeur) orientées Est-Ouest et de fossés emboîtés, dont en particulier une noue d'une largeur de 15 m entre les Sétives et le secteur RN6, une noue centrale d'une largeur de 50 m sur le secteur Médipôle, et une noue latérale d'une largeur de 50 m entre le Médipôle et la RN6, assurant une rétention pour une fréquence d'insuffisance de 100 ans,
  - l'aménagement des points de rejets des débits de fuite des divers dispositifs, calculés sur la base de 10 l/s/ha aménagé, vers la zone humide des Sétives pour le secteur Entrée Ouest de Bourgoin-Jallieu, dans la noue latérale du Médipôle pour le secteur RN6 et dans les fossés de drainage traversant les Buissières jusqu'à la Bourbre pour le secteur Médipôle,
  - la réalisation de dispositifs de confinement pour les pollutions accidentelles (confinement sur la chaussée, barrages dans les noues, vannes à chaque point de rejet au milieu naturel, l'ensemble permettant le pompage et le décapage des matériaux contaminés) ;



# CARACTERISTIQUES DES DISPOSITIFS DE RETENTION A METTRE EN ŒUVRE :

Secteur	Zones collectées	Période de retour d'insuffisance	Débit de fuite en l/s	Volume de rétention en m3
Médipôle	Médipôle au sens strict (centre hospitalier)	100 ans	95	5 900
	Bande Médipôle (entreprises de services de santé)		60	2 240
Entrée	Ensemble du secteur		116	4 300
RN6	Ensemble du secteur		116	4 300

- ↳ dérivation au centre de la noue Sud de deux écoulements superficiels : ancien canal Mouturier et son affluent rive gauche, sur environ 1 km selon le profil suivant : largeur au miroir : 700 mm ; largeur au radier : 250 mm ; hauteur : 120 mm, permettant de faire transiter au minimum un débit de 6,5 m3/s, correspondant au débit pouvant actuellement transiter dans ces cours d'eau ;
- ↳ réduction de la luminosité sur une dizaine de mètres par couverture du cours d'eau situé au niveau du franchissement de la future voie de desserte primaire.

## ARTICLE 2 - MESURES COMPENSATOIRES

### AU TITRE DES REMBLAIS EN ZONE INONDABLE :

La compensation du volume de 5 000 m3 soustrait à l'écoulement des crues sera assurée d'une part par un prolongement vers les Buissières de la noue centrale et d'autre part un décaissement supplémentaire de même importance le long de cette noue.

### AU TITRE DE LA SUPPRESSION DES ZONES HUMIDES :

Les zones humides globalement impactées représentent une superficie de 41,2 ha. Des mesures compensatoires devront être mises en œuvre :

- ↳ Sur le site même :

Les bassins, noues et fossés représentant une superficie de 5 ha, seront traités de manière paysagée et devront assurer un rôle de continuité écologique et devront être réalisés de façon concomitante à l'aménagement du secteur. Trois axes privilégiés seront ainsi maintenus : un couloir de 120 mètres de large assurant la liaison entre les Sétives et le secteur aval des Buissières, un axe central Est-Ouest assurant la liaison entre les Sétives et le secteur aval des Buissières et un axe Nord-Sud assurant la liaison entre les Buissières et le Bois de Villieu.

Des mesures de valorisation et de protection, par inscription au réseau des espaces naturels sensibles, de 32 ha devront être mises en œuvre sur les Sétives, conformément au programme défini à l'échelle des aménagements de la Grande Maladière et des secteurs du Vergnioux et de la Ladrière de la ZAC de la Maladière. A titre de rappel, 21 ha sont imputables aux aménagements du Vergnioux et de la Ladrière ; la valorisation des 11 ha restant devra faire l'objet d'une convention avec la Commune de Bourgoin-Jallieu.

L'objectif est de mettre en place un plan de gestion visant à :

- . restaurer le fonctionnement hydraulique du site ;
- . maintenir l'ouverture et la qualité des milieux ouverts ;
- . gérer les boisements ;
- . recréer des mares pour les amphibiens ;
- . suivre la faune et la flore.

L'ouverture éventuelle de ce site valorisé à l'accueil du public, dans un but pédagogique de sensibilisation à la préservation des zones humides, ne devra pas remettre en cause l'objectif prioritaire d'amélioration de sa fonctionnalité hydraulique et de la capacité d'accueil de la faune et de la flore.

↳ Sur le secteur des Buisières :

33 ha seront revalorisés en boisements et prairies humides de façon à augmenter les fonctionnalités hydraulique et écologique du site.

En particulier, le boisement de 3 ha détruit en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique sur les Buisières sera reconstitué à l'Ouest du Médipôle en continuité de la noue centrale.

Le défrichement devra au préalable avoir fait l'objet d'une autorisation dont la demande est à effectuer auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

A titre complémentaire devra également être prévue une articulation avec d'autres maîtres d'ouvrage pour valoriser l'axe du Bion.

### ARTICLE 3 - MESURES DE PROTECTION DE LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES

#### POLLUTIONS CHRONIQUES ET SAISONNIERES :

Les noues seront engazonnées et plantées de façon à permettre le traitement par les plantes de la pollution chronique liée aux eaux pluviales.

L'emploi de procédés mécaniques, plutôt que chimiques, sera privilégié pour l'entretien des surfaces végétalisées et une gestion adaptée des salages des voiries devra être réalisée.

#### POLLUTION ACCIDENTELLE

Les pollutions accidentelles devront être confinées sur la chaussée, les parkings ou les noues.

L'eau ainsi retenue devra être contrôlée et évacuée vers un centre spécialisé de destination ou de traitement, en conformité avec la réglementation en vigueur.

### ARTICLE 4 - MESURES DE PROTECTION DES ESPACES ASSOCIES AUX COURS D'EAU

Les travaux de détournement des cours d'eau devront être réalisés en automne ou hiver c'est-à-dire en dehors de la période sensible pour la faune présente sur le site.

La rectification des cours d'eau devra être réalisée de manière à permettre une diversification du faciès apte à la reconstitution du potentiel biologique.



Les berges des nouveaux lits de cours d'eau devront être rapidement revégétalisées après les travaux.

#### ARTICLE 5 - MESURES DE PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Le remblaiement des zones humides devra être réalisé à l'aide de matériaux inertes, en s'assurant de l'absence de possibilité de prolifération d'espèces végétales invasives telles que la Renouée du Japon.

En raison de la proximité de la nappe, aucun sous-sol ne sera prévu pour les bâtiments futurs. Le maintien des écoulements souterrains sera assuré par l'orientation Est-Ouest des fondations et par des fondations permettant la non-compression du sous-sol.

De façon à analyser l'impact de l'aménagement sur le niveau de la nappe, un suivi piézométrique sera réalisé à l'aide de trois piézomètres : un en amont des Sétives, un sur le site du Médipole et un en aval des Buissières.

L'implantation des piézomètres amont et aval sera définie après étude du sens d'écoulement de la nappe à l'aide des piézomètres déjà existants et après accord de l'hydrogéologue de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Un relevé piézométrique devra être réalisé tous les quinze jours dès la date de signature du présent arrêté, dans un premier temps sur les piézomètres déjà existants puis, dès leur réalisation qui devra être effective au maximum trois mois après, sur les piézomètres définitifs.

Les relevés se poursuivront pendant les travaux et après l'achèvement du projet.

Ce suivi sera allégé par décision de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en fonction des connaissances acquises.

#### ARTICLE 6 - ENTRETIEN DES OUVRAGES ET AMENAGEMENTS

Le permissionnaire doit assurer un entretien et un suivi pérennes des ouvrages et aménagements de telle sorte que ceux-ci conservent bien leurs caractéristiques et leurs fonctionnalités.

L'entretien du réseau de noues, des bassins de rétention et de la zone de décaissement pour l'expansion de crues sera régulièrement effectué et comprendra notamment, de façon régulière, le dégagement des flottants et détritux divers et la limitation de la végétation.

Il conviendra de prévoir :

- ↳ un passage mensuel pour évacuer les objets qui risquent de gêner le bon fonctionnement des ouvrages ;
- ↳ une visite après chaque pollution accidentelle ou pluviométrie importante ;
- ↳ une tonte des noues de manière régulière et plus ou moins espacée suivant les saisons ;



- ↳ un curage des bassins et des noues avec une fréquence de l'ordre de trois à cinq ans voire moins suivant la diminution de capacité de stockage.

#### ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION (PHASE TRAVAUX)

Les travaux seront exécutés de manière à limiter au maximum les risques de pollution des cours d'eau et de la nappe par mise en suspension des matériaux fins et à éviter toute pollution par des hydrocarbures ou d'autres polluants, liés à l'intervention d'engins de travaux publics.

Les aires de chantier seront équipées de bacs de rétention pour produits inflammables, des bidons destinés à recueillir les huiles usagées et de fosses destinées à recueillir les eaux usées.

Les aires de stockage et de manipulation des produits polluants ainsi que de stationnement, entretien et lavage des engins devront être éloignées des points les plus sensibles, et notamment réalisées en dehors des zones humides, et ceinturées de fossés.

Les défrichements et décapages devront être limités aux surfaces strictement nécessaires aux emprises du projet et les surfaces terrassées devront être rapidement végétalisées.

Les déchets dus au chantier devront être évacués journallement du lit des cours d'eau et des zones humides.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de ces travaux ou des installations liées au chantier.

#### ARTICLE 8 - RESPECT DES USAGES

Les travaux devront être conduits de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux, à ne pas nuire à la salubrité publique, à ne pas rendre les eaux impropres à leur utilisation, et à ne pas menacer la stabilité des berges, ni celle des ouvrages publics ou privés existant sur le cours d'eau.

Par ailleurs, les droits des tiers sont et demeurent réservés.

#### ARTICLE 9 - REPARATION DES DOMMAGES

Le permissionnaire reste responsable de tout dommage causé par son fait ou de celui qui est causé par le fait des personnes dont il doit répondre ou des choses qu'il a sous sa garde, que le dommage soit subi par les riverains de cours d'eau, par des usagers ou par des tiers.

Tous dommages ou dégradations causés aux ouvrages, aux cours d'eau ou à ses dépendances, devront être entièrement réparés par le permissionnaire, sous peine de poursuite.

ARTICLE 10 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état des lieux devra être faite à la date d'achèvement des travaux.

ARTICLE 11 - ACHEVEMENT DES TRAVAUX - RECOLEMENT

Le permissionnaire est tenu d'informer le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la date d'achèvement des travaux et de lui fournir un exemplaire du procès verbal de récolement.

VU pour être annexé à  
mon arrêté en date de ce jour  
Grenoble, le 20 AVR. 2006  
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

Dominique BLAIS